15 BONNES RAISONS de s'intéresser de près à la MONNAIE


SHOUT
SHARE
IT

15 BONNES RAISONS DE S'INTÉRESSER (de près) À LA MONNAIE

de

Gérard Foucher

Février 2014

Licence Creative Commons CC-BY-NC-SA 4.0
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr

Du même auteur :

Les secrets de la monnaie - Changer la monnaie pour changer le monde (2012)
http://libertybooks.eu

Manifeste des économistes déterrés (2013)
http://fr.scribd.com/doc/146132103

Contact :

Gérard Foucher
Conférences – Débats – Ateliers

gerardfoucher@gmail.com

http://www.gerardfoucher.com/conferences

TABLE DES MATIÈRES

1. La monnaie, c'est la dette **5**

2. Comment la crise monétaire devient la crise réelle **6**

3. Mais que fait l'État ? **8**

4. L'émission monétaire : une activité privée et subventionnée **9**

5. Nos soldes bancaires ne nous appartiennent pas **14**

6. Un système instable par construction, cause directe de bulles et d'effondrements à répétition **15**

7. Des règles qui engendrent le conflit, la cupidité, et la violence **17**

8. L'inflation : calamité pour les uns, aubaine pour les autres **19**

9. L'intérêt, c'est l'impôt **21**

10. Un système qui augmente mécaniquement les inégalités **23**

11. Un système parasitaire à croissance infinie qui doit nécessairement piller son propre environnement **25**

12. Un système qui enrichit les pays riches et appauvrit les pays pauvres **28**

13. Des règles qui altèrent les comportements **30**

14. Un système esclavagiste **34**

15. Un système qui viole les principes éthiques **36**

Bonus.
Épisode caché : L'auto-crédit ou le comble du privilège **39**

-

15 BONNES RAISONS DE S'INTÉRESSER (de près) À LA MONNAIE

-

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi...

… les agriculteurs cultivent tous les mêmes produits, utilisent tous les mêmes engrais, se consacrent tous à la monoculture intensive ?

… les plus grands et les plus beaux immeubles de la planète appartiennent tous aux mêmes compagnies ?

… tous autant que nous sommes, même en famille, nous devenons cupides et égoïstes dès qu'il s'agit de parler d'argent ?

… tous les pays cherchent à tout prix à devenir ou à rester exportateurs ?

… tous les politiciens trépignent d'impatience pour retrouver ou relancer la croissance ?

… malgré tous les mouvements altermondialistes, écologistes, toutes les entreprises préfèrent piller les ressources de la Terre plutôt que de perdre des parts de marché ou des bénéfices ?

Vous êtes-vous parfois demandé à quoi sont dus tous ces comportements, tous ces excès ? En avez-vous conclu que c'est l'homme qui est mauvais, individualiste par nature ? Si oui, préparez-vous à des surprises.

Le texte que vous avez entre les mains est bouleversant, dans tous les sens du terme. Il risque de vous faire de la peine, surtout si vous êtes riche, et de remettre en cause beaucoup de vos certitudes.

Et si vous n'êtes pas riche, vous allez enfin comprendre pourquoi.

NE PAS LIRE AVEC EXCÈS.

CE TEXTE PEUT RUINER VOS CERTITUDES.

Épisode 1. La monnaie, c'est la dette

La monnaie est créée sous forme de crédit, ce qui revient à dire que la monnaie est créée sous forme de dette.

Explication

Le crédit et la dette sont les deux faces d'une même opération. Tout dépend du point de vue où l'on se place, c'est-à-dire de la position que l'on occupe dans la relation créancier-débiteur.

Si vous êtes le "prêteur" (le créancier), vous avez accordé un crédit ; si vous êtes "l'emprunteur" (le débiteur), vous avez contracté une dette.

Quand une banque accorde un crédit, en une seule et même opération une créance est émise et une dette est acceptée.

Du point de vue de la banque, le montant du crédit accordé est une créance.

Du point de vue du débiteur, le montant de crédit reçu est une dette.

Aujourd'hui, et dans le monde entier, la monnaie vient à l'existence à chaque fois qu'un nouveau crédit est émis (c'est-à-dire, pour les débiteurs, à chaque fois qu'une nouvelle dette est acceptée).

Dès que ce nouveau crédit est dépensé dans l'économie, il devient de la monnaie "scripturale" qui se met à circuler sur les comptes de tout le monde, passant d'un compte à un autre à chaque vente et à chaque achat. La partie négative de cette création monétaire reste sur les comptes des émetteurs et leur rapporte des intérêts.

> NB : Nous verrons plus tard (Épisode 5, page 12) que, d'un point de vue comptable, les crédits (qui deviennent monnaie) restent au "passif" des banques qui les ont émis.

Pas de dette, pas de monnaie

Donc, à chaque fois que quelqu'un, quelque part (gouvernement, entreprise, collectivité locale, particulier...), contracte un crédit auprès d'une banque, de la monnaie nouvelle est créée. Et c'est ce crédit nouveau qui, une fois dépensé dans l'économie, devient la monnaie de tout le monde.

Cette monnaie n'existe que sous la forme de chiffres sur des comptes. Ce sont ces chiffres qui permettent de tenir la représentation comptable des myriades de transactions réelles que nous réalisons tous les jours.

Cela signifie que, pour que toutes les transactions possibles et souhaitées puissent se faire au jour le jour, il faut au minimum que la masse monétaire indispensable pour les représenter soit présente, que les unités monétaires existent, et que la quantité se maintienne sans diminuer. Or, pour cela, il faut obligatoirement que quelqu'un, quelque part, se soit endetté en amont.

Si la masse monétaire diminue, les transactions nécessaires pour que l'économie puisse tourner deviennent plus difficiles à réaliser. On manque de chiffres.

En effet, tant que les unités de mesure monétaires (les chiffres) sont en quantité suffisante sur les comptes, toutes les transactions possibles et souhaitées peuvent se réaliser.

Par contre, si la quantité de chiffres diminue, ces transactions, qui sont pourtant toujours possibles matériellement, et toujours souhaitées par les agents économiques, ne peuvent plus se réaliser !

Alors, faute de monnaie, faute de chiffres sur les comptes, l'économie se paralyse peu à peu, et l'activité diminue (c'est ce que l'on appelle la déflation : la diminution de la quantité de monnaie dans l'économie).

Si l'on veut relancer l'économie, il faut réinjecter de la monnaie. Mais réinjecter de la monnaie ne peut pas se faire sans relancer le crédit. Donc il faut s'endetter !

S'endetter pour se sortir d'une crise de la dette est bien entendu une absurdité. Avec ce système, il est normal que tout le monde soit en permanence au bord du surendettement et de la faillite.

Épisode 2. Comment la crise monétaire devient la crise réelle

La crise actuelle a commencé par une crise des crédits immobiliers aux USA, puis s'est transformée en une crise du crédit pour les banques commerciales.

Mis face à la menace du "risque systémique"*, les États ont alors été contraints de renflouer le secteur bancaire, ce qui a transformé une crise privée en crise publique.

*Risque systémique : le risque systémique se déclare si une banque n'arrive plus à faire rentrer les remboursements des crédits qu'elle a distribués et qu'elle est donc en risque de dépôt de bilan. Or, toutes les banques sont liées entre elles par des relations innombrables d'engagement mutuel. Si une banque dépose le bilan, toutes les autres banques risquent d'en faire autant. Si toutes les banques font faillite, 1. toutes les économies (l'argent de côté, l'épargne) des gens disparaissent, et 2. tous les systèmes de paiement dont les banques ont le monopole (cartes bancaires, chéquiers, distributeurs de billets, virements de salaires, RSA, aides sociales, assurances, prélèvements automatiques, abonnements, etc, etc) deviennent inopérants. La menace que tout le système s'écroule constitue donc, comme dit l'économiste Frédéric Lordon, un "chantage cosmique" auquel les États sont absolument contraints de céder.

Les pertes potentielles du secteur bancaire privé sont ainsi renflouées par le secteur public, c'est-à-dire par les citoyens.

Cette opération montre bien qu'en dernier ressort, ce sont les humains qui sont responsables de la monnaie qu'ils ont émise. Ce qui est dommage, c'est que ce soit certains humains qui soient émetteurs et d'autres qui soient responsables !

Bref, le modèle économique est : "Privatisation des gains et socialisation des pertes", ou plus simplement : "Pile je gagne, face tu perds."

En période de récession, les entreprises n'empruntent plus, les particuliers non plus. Tout le monde cherche au contraire à se désendetter, à faire des économies. L'État lui-même cherche à réduire ses dépenses.

Au niveau local, ce sont des comportements logiques : on économise, on "fait le gros dos". Mais au niveau global, il y a un gros problème : il n'y a plus de monnaie nouvelle qui arrive !

... Et en plus, la monnaie existante est détruite !

Explication :

Par le mécanisme inverse de la création de monnaie par le crédit (voir Épisode 1), il y a "effacement" de monnaie par les remboursements de crédits existants. Car, exactement comme un nouveau crédit crée de la monnaie qui n'existait pas avant, un crédit remboursé détruit de la monnaie qui existait déjà. La monnaie, venue du néant, retourne au néant.

Bref, quand les émissions de crédits nouveaux ne compensent plus les remboursements des dettes précédentes, c'est-à-dire quand la création de monnaie ne compense plus la destruction de monnaie,

alors la masse monétaire diminue, et par conséquent, certaines des transactions qui auraient pu avoir lieu ne peuvent plus se faire, l'activité faiblit, le chômage augmente, et la crise s'aggrave.

Une simple crise monétaire (un manque de chiffres) est devenue une crise de l'économie réelle, une véritable récession.

Épisode 3. Mais que fait l'État ?

Le seul moyen de freiner la récession, ce serait d'émettre de nouveaux crédits (c'est-à-dire contracter de nouvelles dettes) pour créer de nouvelles unités monétaires, afin que les transactions et l'activité puissent reprendre. Or, pendant une récession, personne ne souhaite emprunter, au contraire, tout le monde fait le gros dos, essaye de diminuer ses charges et dépense le moins possible, faute de monnaie. Donc personne ne crée de monnaie !

Pour jouer ce rôle, il ne reste plus que l'État.

La problème, c'est que dans le système actuel, la plupart des États du monde se sont interdit de "frapper monnaie", c'est-à-dire de créer eux-mêmes de la monnaie *"ex nihilo"* à taux zéro pour la dépenser dans l'économie.

Pour réinjecter de la monnaie, les États se sont tous laissé convaincre qu'ils devaient l'emprunter (c'est-à-dire se faire créer de la monnaie par une entité extérieure).

Dans le monde entier, c'est le même système. Les États s'obligent tous à "emprunter" leur propre monnaie.

Il y a deux modèles :

1 - soit les États font créer leur monnaie par une Banque Centrale. C'est le cas pour tous les États ayant conservé leur monnaie nationale (Japon, Royaume-Uni, USA...)

2 - soit les États s'interdisent le modèle 1, et s'obligent à trouver leur monnaie sur les "marchés financiers" (c'est-à-dire le secteur bancaire et ses filiales). C'est le cas pour tous les États européens.

Dans tous les cas, dans le système actuel, la seule solution dont disposent les États pour réduire les ravages de la crise, c'est de s'endetter encore plus pour "acheter" de la monnaie.

Réduire les dépenses des États et augmenter les impôts en espérant régler le problème de la dette publique n'a donc aucun sens. Cela ne fait qu'engendrer des conflits sociaux et des révoltes. Les citoyens se doutent bien qu'il ne reverront jamais la couleur de l'argent qu'on les force à payer, ou qu'on ne leur donne plus.

C'est une situation absurde, que l'on peut à juste titre déplorer, mais quand ni les entreprises ni les ménages n'ont plus les moyens d'emprunter pour créer l'argent qui leur permettrait de reprendre leurs activités habituelles, il ne reste plus que l'État pour jouer ce rôle.

Le déficit public - qui par ailleurs permet à l'État de conserver artificiellement un train de vie élevé en toutes circonstances - est donc aussi un élément essentiel pour réduire l'ampleur du désastre qui frappe les populations ordinaires.

Si le déficit public n'existait pas, la crise serait encore plus profonde et plus grave que ce qu'elle est aujourd'hui.

NB : Quantitative Easing

Quand les États font du "Quantitative Easing", c'est-à-dire autorisent les Banques Centrales à créer des "réserves" pour renflouer les bilans des banques, l'argent ainsi créé ne va jamais dans l'économie réelle. C'est uniquement de la "monnaie de base", une monnaie de compte qui ne sert qu'aux transactions inter-bancaires. Cette monnaie est simplement attribuée aux banques pour "respecter les ratios", c'est-à-dire couvrir les besoins en monnaie centrale correspondant aux crédits qu'elles ont déjà émis, et leur éviter la faillite. C'est ce qui explique que le Quantitative Easing ne crée pas d'inflation des prix à la consommation, et ne relance aucunement l'activité. Il permet seulement au secteur bancaire d'investir massivement cet "argent gratuit" sur les marchés immobiliers et financiers, masquant ainsi les effets destructeurs de la crise.

Épisode 4. L'émission monétaire : une activité privée et subventionnée

Seule une fraction infime de la monnaie qui circule dans le public (environ 5%) est créée par les Banques Centrales, c'est la monnaie "fiduciaire" constituée par les pièces et les billets.

NB1 : Il existe encore une autre sorte de monnaie, la "monnaie de base", constituée par les "réserves" que les banques commerciales conservent sur leur compte à la Banque Centrale (voir Épisode 3, NB : "Quantitative Easing"). Cette monnaie de base ne sort pas du système bancaire.

Tout le reste de la monnaie est de la monnaie "bancaire" ou "scripturale". C'est la monnaie qui figure sur les soldes de nos comptes bancaires. Elle est créée et distribuée par les banques commerciales privées (banques ordinaires, ou "banques de second rang") sous forme électronique, puis circule d'un compte bancaire à un autre.

Cette monnaie bancaire est émise à chaque fois qu'une banque :

- accorde un crédit à un client,

- achète pour son propre compte des actifs immobiliers ou financiers (immeubles, actions, obligations, SICAV, produits dérivés, Bons du Trésor, etc...),

- effectue des paiements pour son compte propre (loyers, salaires, achats de biens ou services, charges sociales...),

- achète des devises étrangères (par exemple à des entreprises exportatrices payées en dollars),

- escompte une traite ou un effet pour une entreprise cliente.

Pour chacune de ces opérations, la banque crée de la monnaie *"ex nihilo"*, en inscrivant simultanément à l'actif et au passif de son bilan un crédit et une dette. (pour plus de précisions, voir également le dernier chapitre : "Bonus. Dernière minute" page 36)

NB2 : Cette création de dette et de crédit simultanés est en réalité l'équivalent de l'opération qui, dans un Système d'Échange Local (un SEL), permet aux deux membres d'un échange de créer les deux montants qui vont mesurer leur transaction.

Dans un SEL, les unités de compte sont créées à chaque transaction en fonction de la valeur transmise entre un "vendeur" qui offre quelque chose (une marchandise, un service...), et un "acheteur" qui reçoit cette chose. Le vendeur augmente son solde (il enregistre des chiffres positifs), et l'acheteur diminue son solde (il enregistre des chiffres négatifs).

Dans le système monétaire actuel, la banque crée d'abord les deux montants pour elle-même, puis elle met en circulation la partie positive. Il y a en réalité deux opérations successives : création, et mise en circulation.

- Opération 1 : La banque crée les deux parties de la transaction.

- Opération 2 : Elle en conserve une partie pour elle, et met l'autre en circulation.

- Résultat : Les chiffres positifs deviennent de la monnaie ; les chiffres négatifs restent au bilan de la banque, et lui rapportent un intérêt. C'est l'accumulation de ces chiffres que tout le monde appelle "La Dette".

Explication : Ce que l'on appelle "La Dette" n'est que la partie négative de la création monétaire. Par le double jeu du crédit bancaire centralisé et des multiples créateurs/emprunteurs, le secteur bancaire s'approprie les engagements individuels des utilisateurs et en tire profit.

Si nous tenions encore nos comptabilités réciproques avec des systèmes de crédit mutuel décentralisés (comme c'était le cas avant l'apparition des monnaies d'État monopolistiques, autour de -700 av. JC), nous n'aurions pas oublié que la "monnaie" est seulement un cas particulier de crédit mutuel où la masse négative est occultée et accaparée par un pouvoir central d'émission.

Dans un système de crédit mutuel libre et volontaire, vendre c'est comptabiliser des chiffres positifs, acheter c'est comptabiliser des chiffres négatifs. Les deux changements de solde sont égaux et de signe opposé à chaque transaction.

Ce système d'enregistrement et de mesure des déséquilibres réciproques permet de connaître en continu sa position personnelle par rapport à la moyenne des autres soldes, qui reste en permanence égale à zéro. Chacun connaît ainsi sa position par rapport à l'équilibre, chacun sait s'il est en positif ou en négatif et de combien. Chaque membre d'un système monétaire équilibré sait ainsi en permanence s'il a beaucoup donné ou beaucoup reçu, et peut en tirer les conséquences.

En outre, la somme algébrique des soldes de tous les comptes étant également par définition égale à zéro, tout enrichissement sans contrepartie commerciale se voit immédiatement. Il est donc impossible de "créer" de l'argent en l'absence de transaction réelle.

Dans un système centralisé où la création de crédit est devenue un monopole détenu par le cartel État - Banques, et où la partie négative des échanges n'apparaît pas sur les comptes des utilisateurs mais reste au passif des émetteurs, la création de crédit d'une part se confond avec les gains dus à l'échange, faisant passer la création de crédit pour un enrichissement commercial, et d'autre part, permet aux émetteurs de créditer leurs propres comptes et ceux de leurs complices sans que les usagers ne puissent identifier cette fraude en tant que telle.

Ce que l'on appelle "la dette" n'est donc que la partie négative et mathématiquement indispensable d'un système de crédit mutuel qui a été accaparée, redéfinie, et rendue payante par un système centralisé, privateur et monopolistique.

Ce crédit nouveau, qui n'existait pas auparavant, devient de la monnaie commune dès lors qu'il se retrouve sur le compte du client qui l'a demandé, ou sur le compte du vendeur de l'actif immobilier ou financier acheté par la banque, ou sur le compte du salarié ou du fournisseur de bien ou service payé par la banque, etc.

En réalité, la totalité de la monnaie en circulation, y compris les pièces et les billets (la monnaie fiduciaire), nécessite une création de monnaie bancaire en amont, puisque les pièces et les billets ne

peuvent être obtenus qu'en les échangeant contre de la monnaie bancaire (scripturale) qui elle-même provient nécessairement d'un crédit émis au préalable.

Par conséquent, les banques privées contrôlent de fait la totalité de la masse monétaire.

NB3 : En théorie, puisqu'elles en accumulent la contrepartie négative, les banques portent l'entière responsabilité des crédits qu'elles accordent, ce qui devrait les inciter à examiner scrupuleusement la santé financière de leurs clients. En réalité, les banques décident de qui va recevoir du crédit, et pour faire quoi, en fonction de leurs objectifs de rentabilité. Les nécessités sociales ou écologiques ne figurent pas sur la liste des critères décisifs. En conséquence, les projets à long-terme, à haute utilité humaine ou environnementale, mais dont la rentabilité n'est pas immédiate ou calculable, ne peuvent être financés que par les gouvernements sous forme de nouveaux impôts ou d'endettement public.

Le privilège de l'émission monétaire : une subvention déguisée au secteur bancaire

La monnaie étant donc, dans ce système, une dette détenue par le secteur bancaire, elle est soumise au prélèvement d'un intérêt. Toute la monnaie en circulation est soumise au prélèvement d'un intérêt. Personne ne peut y échapper.

L'intérêt est d'abord payé par tous les clients qui ont contracté un crédit auprès d'une banque et qui ce faisant ont assuré l'émission monétaire.

Ensuite, tout le monde achète des biens et des services. Or les intérêts que les entreprises sont obligées de payer sur leurs besoins de financements sont intégrés dans les prix. Donc tout le monde paye tout un peu plus cher.

Enfin, l'État est obligé lui aussi d'emprunter pour financer ses dépenses, toujours excessives, et les intérêts de ses déficits précédents. Ces coûts constituent une grande partie des impôts obligatoires (l'équivalent en France de la totalité de l’impôt sur le revenu !).

Tout le monde est donc obligé de contribuer au paiement des intérêts de ceux qui ont emprunté au départ, entreprises, particuliers ou État.

Du simple fait que nous utilisons pour comptabiliser nos flux des unités monétaires payantes, l'ensemble de l'économie (particuliers, entreprises et État) est obligé de payer et de faire payer absolument tout, à un coût supérieur à la réalité commerciale.

De ce simple fait, le secteur bancaire reçoit sous la forme de l'intérêt monétaire une rente infinie, éternelle et permanente sur l'ensemble des transactions et des opérations d'échange effectuées par l'ensemble de l'économie publique et privée. On comprend dès lors pourquoi tous les plus beaux immeubles de la terre, et bien d'autres richesses, sont détenus par des banques.

Il est vrai qu'une partie de cette rente est redistribuée par le secteur bancaire, sous la forme de paiements : le secteur bancaire par exemple, paye des intérêts aux épargnants qui ont la "chance" d'avoir un peu plus de monnaie que les autres ; il effectue des achats, fait des dépenses ; il se redistribue de l'argent à lui-même sous la forme des rémunérations et des bonus à la hauteur de l'énormité des gains réalisés.

Mais d'un point de vue macro-économique, c'est l'économie toute entière qui paye, et le secteur bancaire seul qui encaisse.

Or, d'un point de vue mathématique, puisque :

1. toute la partie négative de la monnaie ("La Dette" qui est la contrepartie de la masse monétaire positive en circulation) est soumise à un intérêt permanent, et que

2. il est impossible de laisser diminuer la masse monétaire faute de créer immédiatement un blocage des transactions, et que donc il est indispensable de conserver la partie négative intacte autant que possible,

alors, il est impossible de diminuer "La Dette".

En conséquence, puisque les intérêts s'additionnent, se composent, s'accumulent pour payer les intérêts précédents d'une dette qui ne peut pas diminuer, alors le niveau d'endettement ne peut que mécaniquement augmenter. Le système monétaire actuel représente donc une véritable subvention progressive, cumulative et perpétuelle au profit d'un secteur bien particulier de l'économie, au détriment de tous les autres.

On peut supposer que ces mécanismes mettent un jour l'ensemble du système face à un risque d'écroulement, le jour par exemple où les États et les populations prélevées n'auront plus les moyens matériels de payer un intérêt mathématiquement exponentiel.

C'est précisément la situation qui se révèle aujourd'hui.

Épisode 5. Nos soldes bancaires ne nous appartiennent pas

Les dépôts bancaires (les sommes en positif qui figurent sur nos comptes, c'est-à-dire le total de nos soldes) sont de la monnaie bancaire, pas de la monnaie fiduciaire.

Pour être précis, il faudrait dire : "Tel dépôt provient d'un crédit émis par telle banque. Tel autre dépôt provient d'un crédit émis par telle autre banque." Aucun des deux dépôts n'a de contrepartie complète en monnaie fiduciaire (pièces ou billets), et pourtant les deux monnaies (monnaie fiduciaire et monnaie bancaire) se confondent, et portent le même nom, celui de la monnaie officielle.

En réalité, la monnaie bancaire n'est qu'un substitut à la monnaie fiduciaire, une simple promesse de la banque de débourser des billets si un client les demande. Mais la promesse est intenable, car les banques n'ont pas, loin de là, l'équivalent de leurs dépôts bancaires en monnaie fiduciaire ou en réserves à la Banque Centrale. Si tout le monde demandait à retirer son argent en liquide, les banques seraient dans l'incapacité de payer. Tout le secteur s'écroulerait faute de liquidités.

> NB : … Ou alors il faudrait des mois pour que tous les avoirs soient transformés en billets, et que tous les billets soient imprimés... et plus personne ne toucherait d'intérêts !

Les banques ne pourraient pas survivre si nous ne leur faisions pas confiance...

Par ailleurs, puisque :

1. La totalité de la monnaie bancaire (la somme de tous les dépôts) est issue d'une création de crédit/dette *"ex nihilo"* par une double écriture simultanée d'un actif et d'un passif bancaire (voir Épisodes 1 et 4)
2. C'est ce passif bancaire qui est devenu la monnaie positive de nos comptes
3. Les banques sont des entreprises commerciales

Cela signifie que :

1. Nous sommes tous collectivement débiteurs (puisqu'il a fallu nous endetter auprès du secteur bancaire pour créer toute la monnaie) et nous ne sommes créditeurs que de nos soldes positifs individuels.

2. La monnaie en circulation, c'est en réalité le passif des banques.

3. L'argent que nous croyons posséder n'est en fait qu'une promesse de payer qui figure au bilan d'une entreprise commerciale.

Juridiquement, vous êtes autant propriétaire de votre solde bancaire que vous l'êtes d'une traite que vous a signé une entreprise ou d'un avoir que vous a donné un commerçant. Si l'entreprise ou le commerçant ferme boutique, votre papier perd toute valeur.

Et comme le secteur bancaire dans son ensemble est une énorme pyramide de dettes et de crédits entremêlés, au moindre défaut, tout s'écroule ! C'est le fameux "risque systémique" (voir Épisode 2).

Si une réaction en chaîne se déclenche comme en 2008, les renflouements par les gouvernements sont donc indispensables pour sauver le système... et nos économies !

Épisode 6. Un système instable par construction, cause directe de bulles et d'effondrements à répétition

Il existe de nombreuses preuves qui montrent que les mécanismes monétaires actuels engendrent une instabilité structurelle de l'ensemble du système. La crise, la "Grande Récession" qui a commencé en 2008, est loin d'être terminée, mais ce n'est pas un phénomène unique, loin de là.

Depuis que des systèmes monétaires (tous identiques et tous basés sur un monopole de l'argent payant) sont en place dans la quasi-totalité des pays du monde, on compte un nombre considérable de crises monétaires similaires.

Entre 1970 et 2010, le décompte officiel du Fonds Monétaire International dans ses États membres est le suivant :

145 crises bancaires

208 effondrements monétaires

et 72 crises de dette publique

Soit un total de 425 crises financières liées directement à l'instabilité intrinsèque des systèmes en place.

La multitude des crises, dans des pays aux économies différentes, avec des monnaies différentes, leurs effets contagieux sur les économies nationales des pays concernés, les ravages similaires qu'elles occasionnent sur des populations toutes différentes, démontrent sans l'ombre d'un doute le caractère systémique et

structurel du problème : le système monétaire actuel entraîne inévitablement des effondrements financiers à répétition qui dégénèrent inévitablement en désastres humains et sociaux réels.

Le modèle est très simple : les banques commerciales créent du crédit et perçoivent des intérêts sur la monnaie ainsi émise. Plus il y a de crédits émis, plus il y a d'intérêts perçus, plus il y a de profit (et plus il y a des débiteurs qui travaillent !).

Dans les périodes de croissance, les banques prêtent à tout-va pour profiter du boom. Dans les périodes de dépression, les banques ferment les robinets du crédit pour diminuer leur risque.

Les banques créent donc plus de monnaie pendant les périodes de croissance et moins de monnaie pendant les périodes de récession, ce qui amplifie les mouvements à la hausse comme à la baisse, ce qui crée des instabilités violentes dans les marchés financiers et des bulles à répétition dans l'immobilier, les matières premières ou tout autre secteur où l'argent se précipite.

Quand les bulles explosent, les actifs cessent de monter et les effets s'inversent : les conséquences pour l'économie réelle sont dramatiques, des gens se retrouvent à la rue, les plus faibles souffrent et meurent.

Explication :

Le fait que le crédit-monnaie soit injectée, non pas de manière homogène dans l'ensemble de l'économie, mais de manière arbitraire dans des secteurs particuliers, entraîne plusieurs conséquences :

1 - L'accès plus aisé aux financements pour un type de bien donné permet aux acheteurs de ce type de bien de proposer des prix supérieurs pour les acquérir. En conséquence, les vendeurs de ces biens auront tendance à demander des prix supérieurs. Ces deux paramètres ont tendance à faire monter les prix de cette catégorie de biens.

2 - Le fait que les prix d'une certaine catégorie de biens montent incite les émetteurs de crédit à adopter le raisonnement suivant : "Nos débiteurs, s'ils ont des difficultés à nous rembourser, pourront toujours revendre leurs biens avec une plus-value et ainsi, ils pourront nous rembourser facilement. Au pire, s'ils font faillite, il nous suffira de saisir leur bien et de le revendre nous-même avec un profit. Tant que cette situation dure, c'est-à-dire tant que les prix montent, nous pouvons assouplir nos critères de solvabilité."

3 - Du point de vue des emprunteurs, le raisonnement est similaire : "Les prix montent, c'est le moment ou jamais d'acheter, prenons un crédit ! Même s'il les mensualités sont trop élevés pour nous, nous pourrons toujours revendre le bien, encaisser la plus-value, et tout rembourser. Quelle bonne affaire !"

Tout cela pousse à la création et au gonflement de la bulle.

Puis vient un moment où tout le monde a pris un crédit. Tout le monde a acheté, tout le monde est endetté. Il n'y a plus d'acheteurs, et plus personne ne peut, ni ne veut, prendre de nouveaux crédits. De plus, dans certains cas, le rendement (loyers, dividendes...) des biens achetés ne permet pas d'assurer le paiement des charges de crédit.

Arrive donc le moment où certains débiteurs, ne pouvant pas payer leurs mensualités, ou cherchant simplement à encaisser leur plus-value, commencent à vendre. C'est le signal du renversement. Comme il n'y a presque pas d'acheteurs, les vendeurs sont très vite obligés de brader. Les prix s'effondrent. Tous les indicateurs qui montaient (nombre d'acheteurs, prix de vente, nombre de transactions, émission de crédit...) s'inversent. Tout se met à chuter. Y compris l'activité, et donc l'emploi.

La bulle a explosé. La crise est en marche. Il va falloir solder tous ces crédits peu à peu, et donc, se serrer la ceinture pendant des années, ce qui ne fera que diminuer encore la quantité de monnaie dans l'économie, et donc diminuer l'activité, augmenter le chômage, et aggraver la récession. L'euphorie a cédé la place à la dépression.

Épisode 7. Des règles qui engendrent le conflit, la cupidité, et la violence

Dans un système où la monnaie ne peut être créée qu'avec de la dette payante, il faut en permanence des nouveaux crédits pour payer les intérêts des crédits précédents. Il n'y aura donc jamais assez de monnaie dans l'économie pour payer à la fois la dette et les intérêts en cours.

On peut dire que pour parvenir à payer la dette et les intérêts de la dette, il faut :

- soit emprunter encore plus pour payer les intérêts de la dette ("rouler la dette" : c'est ce que font les gouvernements)

- soit piller l'économie et la planète pour trouver assez de monnaie pour rembourser les crédits et les intérêts en cours. Comme tout le monde a besoin de monnaie, tout le monde cherche à vendre et à exporter (d'où la concurrence aveugle entre pays, entre entreprises, entre personnes)

- soit réussir à gagner plus que les autres pour payer ses propres intérêts et ses propres impôts (d'où la concurrence féroce entre tous, pour les rares emplois, pour les emplacements commerciaux, pour les "bonnes places" : d'où la corruption, les passe-droits et les pots-de-vin). Ça peut marcher pour certains (c'est la "sélection naturelle" !). Les autres resteront sur le carreau.

- soit que de nouveaux emprunteurs arrivent pour créer la monnaie qui permettra de payer les intérêts des crédits précédents (d'où la nécessité de croissance).

Quoi qu'il en soit, ce système crée une insuffisance permanente et structurelle de monnaie qui ne peut pas engendrer autre chose que des comportements de survie individuelle, de manque, de concurrence féroce et de rapacité.

L'Être humain étant une espèce dont la qualité principale est l'adaptabilité, on peut facilement comprendre, et de nombreuses études scientifiques le prouvent (voir Épisode 13, page 29), que des règles du jeu reposant sur le manque et l'inégalité engendrent des comportements offensifs, égoïstes et usurpatoires.

Dans un tel monde, c'est toi ou moi. Si je ne parviens pas à prendre ce qu'il me faut pour satisfaire à mes engagements, c'est toi qui me prendra tout ! Quand on parle d'argent, c'est du sérieux.

Le fait de mesurer les échanges avec un outil monétaire toujours plus rare et privateur brise les liens que le crédit mutuel ancien, toujours disponible et facile à créer, perpétuait et renforçait (voir Épisode 4, NB2, page 9). Désormais, même en famille, les rapports sont altérés, et l'expression "régler ses comptes" prend tout son sens.

Les mécanismes actuels de la distribution monétaire ont aussi des effets à long-terme : en favorisant l'accumulation exponentielle des revenus que procure la possession de monnaie, ils créent avec le temps des lignées entières de privilégiés.

En face, ce sont donc des populations entières de nouveaux entrants (les plus jeunes, les plus dynamiques et les plus créatifs d'entre nous !) qui se retrouvent totalement défavorisées. Les malchanceux se retrouvent dès leur naissance face à un jeu où toutes les meilleures cartes ont déjà été distribuées, où les investissements vont aux dinosaures du passé et non au projets de l'avenir, où tous les meilleurs postes, les meilleurs créneaux, les meilleurs terrains

sont déjà occupés, et où les projets qui pourraient changer les choses ne peuvent pas être financés.

Ces circonstances s’aggravent à chaque instant, comme dans un jeu de Monopoly infernal où certains recevraient le double ou le triple des autres et auraient en main plusieurs dés contre un seul, un monde où les perdants sont tenus de se soumettre aux gagnants pour obtenir les moyens de survivre, gâchant ainsi leur inestimable temps de vie à perpétuer le monde d'hier, alors qu'ils pourraient donner vie au monde de demain.

Inutile d'espérer que la lassitude ne finisse pas par céder la place à la colère, et la colère à la violence.

Malgré les innombrables mécanismes de redistribution et d'assistanat que les États, croyant bien faire, ont mis en place, les inégalités ne font que se renforcer.

Cet échec patent des politiques sociales démontre à lui seul que les mécanismes monétaires sont bien plus puissants que toutes les redistributions.

NB : A contrario, on peut supposer que si l'on parvenait un jour à remplacer le système arbitraire et prédateur que nous subissons actuellement par un système honnête, équitable et équilibré, la société dans son ensemble connaîtrait un soulagement inouï et un boom de prospérité sans précédent.

Il y a même fort à parier que des économies tellement considérables seraient soudain réalisées à des niveaux tellement nombreux, que l'on s'apercevrait probablement que la plupart des impôts, taxes et charges sociales redistributives que l'on croyait indispensables dans l'ancien système se révèlent en réalité totalement superflus.

Épisode 8. L'inflation : calamité pour les uns, aubaine pour les autres

Le système de la création de crédit par les banques commerciales représente une production continue de monnaie.

Quand l'afflux de monnaie nouvelle se produit dans un secteur de l'économie où l'offre ne peut pas s'ajuster immédiatement à ce nouveau pouvoir d'achat, "l'inflation" monétaire, c'est-à-dire le gonflement de la masse monétaire locale, peut être la cause d'une "inflation" des prix, c'est-à-dire de leur augmentation. Les prix montent là où il y a une injection de monnaie supplémentaire.

NB : "Surproduction de monnaie" signifie que la croissance de la masse monétaire est supérieure à la croissance de la production de biens et de services. Un décalage entre la monnaie et la production peut ainsi générer une augmentation des prix à la consommation et/ou une augmentation des prix des actifs (immobiliers ou financiers). Cet excès de monnaie peut résulter d'un excès de création de crédit au profit des gouvernements, des entreprises ou des particuliers, mais aussi d'une spéculation financière excessive au profit des fonds d'investissements ou des banques elles-mêmes quand elles financent les effets de levier de leurs propres opérations mobilières ou immobilières. (Voir Épisode "Bonus", page 38). Ce type d'opérations peut faire varier les prix des matières premières, des produits agricoles, etc.

Mais le problème n'est pas seulement dans le fait que les prix montent. Il est aussi dans le fait que tout le monde n'est pas à égalité face à cette augmentation.

Par exemple, l'augmentation des prix des produits de première nécessité, de l'énergie, des loyers, des appartements ou des maisons, quand elle se produit, entraîne une perte de pouvoir d'achat pour les citoyens dont le revenu reste fixe, par exemple les salariés, les retraités... Leur seule défense, et le seul moyen de maintenir leur pouvoir d'achat, serait d'augmenter leurs revenus (exprimés en unités monétaires).

Malheureusement, la faculté d'obtenir une augmentation de revenu pour compenser la perte de pouvoir d'achat varie considérablement d'une personne à une autre et d'un secteur à un autre.

L'augmentation des prix est subie de plein fouet par ceux qui ne possèdent pas le pouvoir de négociation suffisant ou l'accès aux capitaux qui leur permettrait d'obtenir une augmentation proportionnelle de leurs revenus.

Pour d'autres, le problème ne se pose pas. Il suffit d'être du bon côté. L'augmentation du prix des actifs n'est pas un problème pour ceux qui les possèdent, bien au contraire !

Dès le moment de l'achat et de la demande de crédit, les inégalités sont là. Plus les garanties (hypothèques, capitaux existants, actifs financiers, immobiliers...) que l'on peut apporter sont importantes, plus l'accès au crédit est facile (et moins cher !). Les détenteurs de richesses existantes possèdent donc un accès tout à fait privilégié à la monnaie nouvelle.

Cet état de fait à deux aspects :

1. L'accès aisé au crédit permet à une certaine catégorie de la population d'acquérir des biens avant tout le monde, et sans souci de financement.

2. Cet accès aisé permet à ces privilégiés d'investir de la monnaie nouvelle les premiers dans certains biens précis, ce qui causera pour les suivants une hausse des prix de ces mêmes biens dans le futur.

Autrement dit, certains peuvent acheter au meilleur prix des biens dont le prix futur sera plus élevé, alors qu'ils causent eux-mêmes cette plus-value, générant ainsi les bénéfices de leur revente future !

L'augmentation des prix se diffuse ainsi dans la société, et ceux qui sont "le plus près du robinet" sont avantagés : ils gagneront tôt ou tard l'argent perdu par les suivants.

Tout au long des cycles provoqués par le système monétaire (voir Épisode 6, page 14) et selon les hasards de la fortune, certaines catégories de citoyens ont ainsi la chance, non pas de subir l'inflation qu'ils provoquent eux-mêmes, mais au contraire d'en profiter.

Épisode 9. L'intérêt, c'est l'impôt

On pourrait penser que l'impôt, autrefois ponction douloureuse au bénéfice d'une caste régnante, n'est plus aujourd'hui qu'une juste contribution volontaire exigée par des institutions démocratiques œuvrant pour le bien-être des populations.

Ce serait faire l'impasse sur l'objectif essentiel de l'impôt, hier comme aujourd'hui : forcer la circulation de la monnaie étatique.

Pour entamer cette réflexion, on peut d'abord se poser la question suivante : "À quoi peut bien servir l'impôt pour un Prince qui s'est octroyé le droit régalien de "frapper monnaie", quand on sait qu'il possède le privilège et les moyens d'en créer autant qu'il veut ?"

… et constater que la réponse ne vient pas naturellement.

En réalité, le but est à la fois d'utiliser la monnaie comme un moyen de soustraire des ressources et du travail aux populations sans produire soi-même rien d'autre que des rondelles métalliques ou des morceaux de papier sans valeur. Et en second lieu d'obliger les dites populations à accepter ce marché de dupes.

La monnaie du Prince, rendue obligatoire et intrinsèquement précieuse par la fiscalité, devient ainsi l'outil rêvé de l'oisiveté. Ce système de redistribution de valeurs bien réelles du bas vers le haut au moyen d'un objet sans valeur permet tout : le luxe, l'entretien des inutiles, des courtisans et des complices, et le financement des forces de coercition indispensables à l'édification et au maintien de la structure de domination. La puissance d'intimidation que procure le monopole de la violence "légitime", soutenu par l'arsenal judiciaire, constitue l'instrument de menace idéal pour assurer la perception de l'impôt, et imposer ainsi la circulation et la rareté de la monnaie monopolistique, source de puissance et d'enrichissement infini.

Historiquement, l'impôt est donc, non pas une contribution volontaire, mais tout au contraire la plus subtile des extorsions.

NB1 : Il est intéressant de constater à quel point les citoyens, dans les démocraties industrielles modernes, essayent de minimiser cet aspect des choses, qui il faut le reconnaître, est aujourd'hui assez dilué. Néanmoins, la contrainte est toujours bien présente, et la réalité de cette situation d'oppression leur échappe complètement. C'est devenu de la "violence symbolique", une violence dont les victimes ont tellement pris l'habitude qu'elles n'en sont plus conscientes.

Mais il faut aller plus loin :

Depuis que l'unité d'échange et de compte n'est plus émise par l'État sous forme de monnaie souveraine, mais créée par le secteur bancaire sous forme de crédit payant (voir Épisodes 1 et 4, pages 4 et 8), la prédation s'est amplifiée : à l'impôt, qui par nature doit être redistribué en dépenses d'État futures, sont venus s'ajouter les intérêts monétaires, qui s'accumulent dans des poches privées.

Les intérêts monétaires en effet, ne sont pas voués à alimenter l'État, mais à rémunérer les émetteurs de la monnaie privée. Ce prélèvement est néanmoins assimilé à l'impôt, payable par l'impôt, et tout aussi obligatoire que l'impôt. Il est calculé comme un pourcentage sur la totalité de la monnaie-dette qu'il a fallu créer à chaque étape de financement de chaque activité. La liste est longue. En effet, il y a besoin de monnaie pour tout. Par exemple, pour financer et rémunérer :

- la conception, la fabrication, la distribution et l'empaquetage de chaque produit ;
- la recherche, l'extraction, le raffinage, le transport, le conditionnement, la livraison de chaque élément de matière première nécessaire pour fabriquer chaque produit ;
- l'étude, la commercialisation, la conception, le contrôle, la vérification, l'administration de chaque service, de chaque fonction, de chaque activité privée ou publique nécessaire pour le bon déroulement des flux innombrables sans lesquels des sociétés marchandes aussi complexes que les nôtres ne peuvent pas fonctionner.

Sur chacune de ces opérations, un pourcentage est perçu et reversé aux émetteurs de la monnaie-dette. Cette ponction privée sur l'ensemble de l'activité nationale représente un coût supplémentaire colossal que les entreprises font passer dans les prix, et que l'État fait payer par la fiscalité.

En moyenne, on peut évaluer que 50 % des prix de nos biens et services sont soumis au prélèvement de l'intérêt monétaire. (Margritt Kennedy, 1996).

Autrement dit, si les mécanismes de création monétaire actuels n'existaient pas, nous serions deux fois plus riches, ou nous pourrions travailler deux fois moins.

Nous sommes donc bien là en présence d'une alliance quasi symbiotique entre deux entités complémentaires et synergiques : d'une part le secteur financier qui accapare le système monétaire et son pouvoir de monétisation infini, et d'autre part, le secteur politique qui dispose du monopole de la violence physique, instrument-clé de leur association et de leur succès partagé.

NB2 : Cette analyse expliquerait par ailleurs la nécessité pour les gouvernements de procéder à des manœuvres de redistribution, non pas pour assurer un rôle hypothétique de généreuse Providence, mais plus prosaïquement pour nourrir de quelques miettes les hôtes qu'ils sont en train de spolier, et éviter que les plus faibles ne se révoltent face aux ponctions de leur parasitisme...

NB3 : En France, le service de la dette représente plus de 37% de la totalité de l'impôt. C'est le poste le plus élevé du budget de l'État, surpassant celui de l'enseignement et celui de la défense.

NB4 : Le montant exact des intérêts qui sont inclus dans chaque prix que nous payons varie également en fonction du rapport coût du capital / coût de la main-d'œuvre. Dans certains cas, le capital immobilisé est relativement faible, par exemple dans les activités de commerce ou de service. Dans d'autres cas, par exemple dans l'industrie lourde ou les infrastructures (matières premières, fourniture d'eau et d'énergie, moyens de communication, logement...), les coûts d'immobilisation du capital sont beaucoup plus élevés. C'est peut-être ce qui explique en partie que les États et le secteur bancaire aient souvent mis en place des positions monopolistiques conjointes dans ces secteurs.

Épisode 10. Un système qui augmente mécaniquement les inégalités

Quand les banques ordinaires créent de la monnaie en accordant des crédits à des clients, elles créditent les comptes de ces clients qui dépensent alors leur nouvelle monnaie. Cette monnaie une fois dépensée, revient sous forme de dépôts sur les comptes d'autres clients, qui eux, sont alors créditeurs.

Le bilan personnel des clients créditeurs est positif : ils possèdent plus qu'ils ne doivent. Le bilan personnel des clients débiteurs est négatif : ils doivent plus qu'ils ne possèdent.

Si les comptes où reviennent les dépôts créditeurs sont des comptes rémunérés, alors on peut dire que les banques reversent aux clients créditeurs une partie des intérêts qu'elles font payer aux clients débiteurs.

Le problème, c'est que les comptes débiteurs et les comptes créditeurs ne sont pas distribués équitablement dans la société.

Or, les débiteurs payent des intérêts, et les créditeurs perçoivent des intérêts.

En règle générale, ce sont plutôt les pauvres qui ont moins de monnaie que les riches. Et les pauvres sont beaucoup plus nombreux que les riches. Et au niveau international, ce sont les pays pauvres qui sont endettés et les pays riches qui font des prêts.

En réalité, l'essentiel des dépôts est détenu par une infime portion de la population mondiale, qui reçoit donc les intérêts que payent tous les autres. C'est la racine de la fracture entre les 1% et les 99%.

Le système de la monnaie à intérêt génère donc un transfert permanent de monnaie de la "France d'en bas" vers la "France d'en haut", de tout le monde vers les plus riches, et du Tiers-Monde vers l'Occident.

En gros, les pauvres payent les riches !

Les inégalités ne peuvent donc aller qu'en s'accentuant.

Par ailleurs, le système est lui-même exponentiel par construction. En effet, le montant des intérêts vient s'ajouter au capital et rapporte à son tour des intérêts. C'est le phénomène des "intérêts composés", qui permet une croissance exponentielle des actifs monétaires. (voir également Épisode 4, page 12 et Épisode 11, page 24)

Ces mécanismes constituent un avantage considérable pour les créditeurs, et pour le secteur bancaire qui encaisse en permanence le différentiel entre les taux perçus et les taux versés sur l'ensemble de la masse monétaire.

Toutefois, l'argent ne "fait pas des petits" tout seul. Les actifs monétaires ou financiers ne sont pas par eux-mêmes générateurs de richesses. La plus-value produite par les intérêts ne peut provenir que du travail et de la créativité du labeur humain.

L'humain est ainsi soumis à la pression continuelle de l'intérêt qui le force à augmenter sans cesse sa productivité, sa profitabilité, sa rentabilité, à diminuer sans cesse ses coûts, ses dépenses, ses acquis, à réfléchir et à travailler toujours plus pour faire mieux, plus vite, plus rentable. Tout le monde est victime de ce système et doit s'y adapter : individus, entreprises, États.

La monnaie n'est que le symbole, la représentation comptable des valeurs réelles qui s'échangent. Pour que l'argent "fasse des petits", il faut forcément de la valeur nouvelle quelque part, il faut donc forcément que quelqu'un, quelque part, passe des heures de sa vie à produire et à travailler pour le possesseur de monnaie. Nos SICAV, nos assurances-vie, nos livrets de caisse d'épargne, ne sont en réalité que des menaces de saisie potentielles pour quelqu'un d'autre...

Alors que chacun, à son niveau, ne fait que se défendre contre un système prédateur et mettre sa famille à l'abri, le résultat au niveau global est que nous assistons à une concentration sans cesse croissante de capital, et que des sommes d'argent de plus en plus grandes sont concentrées dans les mains d'individus de moins en moins nombreux.

Les exigences du paiement des intérêts composés que l'argent doit fournir à l'argent sont sans limite. La croissance exponentielle n'attend pas, ne pardonne pas. C'est une machine à transformer le travail et la créativité humaine en revenu financier.

C'est une machine folle capable de tuer pour assouvir son appétit infini.

Épisode 11. Parasitisme, croissance et destruction

Quand un client rembourse un crédit, la banque annule la dette correspondante, et ainsi, efface la quantité de monnaie correspondante. Cette quantité de monnaie disparaît de l'économie, et par conséquent, la masse monétaire disponible pour représenter les échanges diminue. Autrement dit : le total des unités monétaires disponibles pour comptabiliser les transactions communes devient inférieur à ce qu'il était quand le crédit circulait.

Mais les débiteurs restants ont toujours besoin de plus de monnaie que ce qu'ils ont reçu, puisqu'ils doivent payer leurs intérêts en plus de leur crédit. Même si les débiteurs prennent de nouveaux crédits pour payer leurs anciens intérêts, les intérêts de ces nouveaux crédits s'ajoutent aux anciens intérêts ! Ils ont donc dans tous les cas besoin de revenus supplémentaires pour payer leurs intérêts, et donc ils doivent obligatoirement réaliser de nouveaux profits !

Or l'économie dans son ensemble ne peut pas faire de profits s'il n'y a pas sans arrêt une augmentation de la quantité de monnaie.

C'est la source du besoin impératif de croissance qui est la caractéristique principale de nos économies monétaires.

La croissance de la quantité de monnaie de crédit en circulation exerce une pression à la hausse sur l’activité réelle, et la croissance de l'activité réelle exerce une pression à la hausse pour que la quantité de monnaie continue à augmenter.

La conséquence, c'est qu'une telle économie ne peut fonctionner qu'à la manière d'une pyramide de Ponzi, ou d'un système de vente à la boule de neige. S'il n'y a pas sans arrêt des nouveaux arrivants pour créer la monnaie qui permettra aux anciens de payer les intérêts d'avant, le système s'écroule.

Ce système ne peut pas fonctionner sans croissance, et il tend vers l'implosion dès que la croissance diminue.

Nous avons tendance à croire qu'il n'existe qu'un seul type de croissance : la croissance naturelle dont nous avons l'exemple quotidien dans la réalité. La croissance par exemple d'une forêt dont les arbres grandissent puis arrivent à leur taille adulte, la croissance d'un être vivant, qui commence fort puis se stabilise, d'un fruit qui grossit puis arrive à maturité.

Il existe aussi la croissance linéaire, par exemple celle d'une industrie ou d'un système de production, dont la productivité ou le rendement augmentent à peu près régulièrement avec le temps. Tout cela nous donne l'impression que rien ne se multiplie vraiment, que les choses, tout au plus, s'additionnent.

Mais souvenons-nous du célèbre film d'animation "Fantasia", de Walt Disney, et de la fameuse séquence de "l'Apprenti Sorcier" où, voulant nettoyer le plus efficacement possible l'atelier de son maître en l'absence de celui-ci, le jeune Mickey décide, par un sort magique, de multiplier les balais et les seaux d'eau, qui se mettent à se reproduire tout seuls : deux, puis quatre, puis huit, puis seize, puis trente-deux, puis soixante-quatre !... En quelques minutes, la situation devient incontrôlable, et si ce n'était grâce au retour du Maître qui stoppe d'un seul geste cette folie, la terre entière aurait fini par être recouverte de balais et de seaux frénétiques !

Cette histoire montre bien la nature, et les dangers, de la croissance exponentielle. Dans le monde vivant, la croissance exponentielle s'achève en général avec la mort de l'organisme infecté et de son hôte. Elle est par définition très rare dans la nature, sauf dans les maladies les plus graves : cancers, tumeurs, leucémie.

Dans le monde immatériel par contre, la progression exponentielle est fréquente. On la trouve dans le monde des mathématiques, et dans le monde de l'information. Sur Internet, le phénomène du "buzz" est un exemple de progression exponentielle des idées.

Le système des intérêts composés, qui a pour projet de faire payer des frais exponentiels par la croissance forcée d'une économie réelle, est mathématiquement insoutenable. Il y a là une contradiction irréductible entre le monde de la matière et le monde des idées. Il faut forcément piller l'un pour satisfaire l'autre.

On pourrait dire, finalement, que le système des intérêts composés est en quelque sorte une tumeur parasitaire vouée à envahir notre société et à détruire l'équilibre de notre planète.

Un cancer, selon Wikipedia, est une maladie caractérisée par une prolifération cellulaire anormalement importante au sein d'un tissu normal de l'organisme, de telle manière que la survie de ce dernier est menacée.

Le système monétaire actuel est, littéralement, le cancer de notre monde.

NB1 : À 4% par an, un capital de 100.000€ double en 17 ans, il quadruple en 35 ans, il dépasse 1.000.000€ à la 58ème année. Et à l'année 80, les 100.000€ de départ sont devenus 2.397.179€ !

En année 1, il y a 4.000€ d'intérêts à payer. Au bout de 80 ans, on approche 100.000€ par an ! Quand les intérêts dépassent le principal, pas étonnant que le système explose.

Pour les êtres humains que nous sommes, il est très difficile de percevoir la réalité de la progression exponentielle, surtout quand les prédations les plus graves (la spoliation par la dette d'une entière génération de jeunes arrivant dans la vie) ne commencent à apparaître que quand les premiers entrants ont presque tous disparu.

La nouvelle génération, victime d'un système impossible à détecter et obligée de payer des sommes impossibles à trouver, étouffée dans ses désirs de création de valeurs nouvelles par un crédit inaccessible, ne pourra que se résigner, partir, ou réagir par la violence et tenter de détruire les privilèges des anciens et de leurs lignées.

La plupart des révolutions, des révoltes et des soulèvements viennent de là.

NB2 : Dans les anciennes civilisations, par exemple en Mésopotamie (3.000 avant J.C.) et en Égypte (1.000 avant J.C.), un "Jubilée" annulait les dettes tous les 49 ans (7 périodes de 7 ans). Ce n'était certainement pas par hasard...

Au niveau de l'économie réelle, la nécessité mathématique exige de la réalité objective des résultats impossibles à atteindre. Inconscients de la contradiction, les agents économiques (les citoyens, les entreprises, les collectivités, les États) jouent le jeu et essayent néanmoins de les obtenir. Malheureusement, une croissance matérielle exponentielle requiert des ressources infinies.

En toute logique, la croissance de l'économie réelle, forcée par la nécessité de croissance du système monétaire, entraîne obligatoirement une surexploitation des ressources naturelles et un pillage systématique des ressources, des biens, des terres.

Les agriculteurs doivent emprunter toujours plus pour acheter les plus grosses machines et les engrais les plus violents pour produire toujours plus, les entreprises doivent rechercher la rentabilité à tout prix, augmenter sans cesse leurs profits et diminuer leurs coûts, les multinationales ne seront jamais assez grosses et devront piller la terre jusqu'à la dernière goutte de pétrole, jusqu'au dernier caillou de minerai... Tous les humains sont soumis à toutes ces pressions et se retrouvent contraints de produire toujours plus à l'infini en se battant contre eux-mêmes et contre leur environnement.

Tous ces comportements, parfaitement logiques au niveau individuel pour nourrir sans espoir un système insatiable, ont des conséquences dramatiques pour chaque être humain, pour notre milieu naturel, pour le futur de la planète, pour l'avenir de nos enfants.

L'endettement perpétuel entraîne une prédation obligatoire vis-à-vis de la Nature et des humains. Il appauvrit l'ensemble de l'Humanité.

Ce système monétaire est donc totalement incompatible avec un développement durable, et incompatible avec la réalité du monde matériel.

Épisode 12. Un système qui enrichit les pays riches et appauvrit les pays pauvres

Le monopole du crédit payant émis et distribué par le secteur bancaire s'impose aussi au niveau mondial, et altère profondément les relations internationales.

Il y a plusieurs échelons dans la finance :

Les agences bancaires des petites villes louent la monnaie au niveau local.

Les agences des grandes villes et des capitales financent les grandes entreprises et les dépenses nationales.

… Mais il y a mieux : l'idéal du métier, c'est de financer des pays tout entiers d'un coup.

C'est l'activité principale de deux organismes mondiaux : le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Le premier reçoit les garanties financières des États les plus puissants du monde, et avec ces garanties, la seconde va pouvoir créer des milliards de dollars !

Le système fonctionne ainsi :

Les "experts" économistes et analystes du FMI approchent un pays pauvre qui dispose de ressources "intéressantes" : des ressources dont les pays riches, les pays occidentaux, ont particulièrement besoin : pétrole, gaz, uranium, coltan, bauxite...

Les experts exhibent des études, des plans, et expliquent aux dirigeants de ce pays pauvre qu'ils sont assis sur une mine de richesses, mais que le problème, c'est qu'ils n'ont absolument rien pour en organiser l'exploitation : ni argent, ni savoir-faire, ni entreprises.

On explique alors aux dirigeants que c'est le "développement" de leur pays qui est en jeu, et que pour extraire toutes ces richesses et les vendre (c'est-à-dire pour enrichir leurs populations et par la même occasion s'enrichir eux-mêmes), ils vont avoir besoin d'équipements, d'infrastructures : des mines, des ponts, des routes, des ports et des pipelines, des usines et des machines.

Mais malheureusement tout cela coûte très cher, et ils n'ont personne pour les construire. Heureusement, les pays riches ont de l'argent, des dollars, et ils sont prêts à les "prêter" !...

À partir de là, la procédure est exactement la même que celle par laquelle une banque crée un crédit *ex nihilo* pour un particulier qui s'endette pour acheter sa maison : inscription simultanée au bilan de la Banque Mondiale d'un actif (la reconnaissance de dette du pays) et d'un passif (l'argent qui va servir de "prêt"). Résultat : tout un pays s'endette, c'est-à-dire s'oblige à trouver l'argent pour rembourser le principal, et à vendre son travail ou ses ressources pour payer les intérêts.

Mais il y un hic, un petit plus qui fait toute la différence. Les pays pauvres n'ont aucune entreprise pour effectuer les travaux. Personne sur place ne sait comment faire pour extraire le coltan, transporter le pétrole, transformer l'uranium...Alors une simple clause est ajoutée au contrat de "prêt". Une clause par laquelle le pays pauvre s'engage à faire réaliser tous ses nouveaux équipements... par les seules entreprises qui disposent des moyens et des compétences nécessaires pour ce faire : les entreprises occidentales.

D'un point de vue strictement monétaire, c'est une opération en or pour l'Occident :

1. le montant du "prêt" en dollars crée *ex nihilo* par les pays occidentaux n'a rien coûté à ceux-ci

2. le montant du "prêt" revient intégralement dans le PIB des pays occidentaux, en paiement d'exportations de biens et de services (en effet, les entreprises occidentales vont réaliser des travaux et livrer des équipements dans un pays étranger, il s'agit donc bien d'une exportation), ce qui améliore la balance des paiements occidentale

3. la dette associée à la création de cette monnaie nouvelle reste due par le pays pauvre ; par contre la monnaie elle-même vient s'ajouter, nette de tout intérêt, à la masse monétaire en dollar, ce qui permet aux pays qui l'ont reçue en paiement (les pays riches) de disposer de montants nouveaux de monnaie libre de dette pour réaliser leurs propres transactions internes et permettre de l'activité nouvelle, créatrice d'emploi

4. les intérêts de la dette sont impossibles à payer par les pays pauvres dans une monnaie étrangère qu'ils ne peuvent pas créer eux-mêmes (le dollar), ce qui les oblige, soit à emprunter indéfiniment pour payer les intérêts et donc à rester constamment débiteurs, soit à brader leurs ressources dès qu'elles seront mises en exploitation. Dans un cas comme dans l'autre, les pays occidentaux sont largement gagnants.

Pour ces pays pauvres, la mise en place d'une dette perpétuelle dans leurs comptes publics, et souvent l'installation sur leur territoire de troupes occidentales afin d'en sécuriser le paiement, jouent le même rôle que l'impôt et la menace fiscale pour les populations occidentales.

En résumé, nous sommes là encore en présence d'un très efficace système d'exploitation destiné à perpétuer la domination des plus puissants sur les plus faibles.

Épisode 13. Des règles qui altèrent les comportements

Nous avons vu que les règles qui régissent le système monétaire existant sont historiquement le fruit d'une volonté déterminée de la part de certains humains d'exploiter leurs semblables. Nous avons vu également que ces règles créent mécaniquement des inégalités grandissantes entre exploiteurs et exploités.

Mais se pourrait-il que des effets dans le sens opposé soient observables ? que ce ne soient pas seulement des désirs égoïstes qui aient engendré ces règles iniques, mais que des règles iniques engendrent tout autant des comportements égoïstes ?

Si la réponse est positive, cela voudrait dire que nous sommes en présence d'un système auto-résilient d'une force exceptionnelle, et cela expliquerait en partie sa résistance dans le temps et son développement dans l'espace économique, malgré tous les inconvénients et les déséquilibres qu'il impose.

Paul Piff est un scientifique distingué, spécialiste des études socio-économiques. Il analyse les effets de l'enrichissement et du statut social sur les comportements des individus. Il travaille à l'Université de Californie à Berkeley et passe son temps à étudier dans quelle mesure les hiérarchies et les inégalités fondent et transforment les relations sociales entre les individus et les groupes d'individus.

Il a démontré par de nombreuses investigations scientifiques que les différences, avantages ou désavantages économiques qui distinguent certains individus ou groupes d'individus (ce que l'ancien monde décrivait parfois sous le nom de "Classes Sociales") sont à la base de leurs processus d'interaction et de certains de leurs choix de comportements (moral ou immoral, altruiste ou égoïste, coopératif ou individualiste, etc.).

Au cours de son programme de recherche expérimental, il a par exemple découvert qu'une augmentation de la richesse et du statut social d'un individu provoque chez celui-ci, d'une part une amplification de l'auto-satisfaction et de l'égocentrisme, et d'autre part une diminution de la compassion, de l'altruisme et du sens de l'éthique.

L'une de ces expériences met en présence deux sujets et un jeu de Monopoly. Le jeu est le jeu classique, avec les avenues, les gares, et les hôtels à construire et à louer.

Mais il y a un truc : les règles sont modifiées de telle sorte que l'un des deux joueurs ait toutes les chances de gagner, alors que l'autre sera inévitablement le perdant :

1. le premier joueur, appelons-le A, reçoit 2.000 au début et 200 à chaque tour. L'autre, B, reçoit la moitié.

2. A joue avec deux dés, et donc parcourt le circuit deux fois plus vite que B, qui lui n'a reçu qu'un dé.

3. A reçoit le pion en forme de Rolls-Royce, alors que B joue en déplaçant la vieille godasse...

4. Et puis on met, à égale distance des deux joueurs, sur la table, un bol de bretzels !

Et la partie commence...

Les scientifiques ont placé des appareils pour prendre des mesures diverses :

- le volume sonore des voix et de la frappe des pions quand les joueurs les déplacent sur la table de jeu

- la dimension physique des joueurs, pour déterminer s'ils ont tendance à s'étirer, à se grandir, ou à se contracter

- l'éthique des comportements, l'équilibre ou le déséquilibre des interactions.

Dès le début du jeu, A prend de l'avance. Mais il ne réagit pour l'instant à cette inégalité flagrante que par des sourires gênés. Il semble à la fois regretter cette situation embarrassante et l'accepter, au nom de l'expérience scientifique.

Alors qu'il réussit coup gagnant sur coup gagnant, achète tout ce qui se présente et collecte de plus en plus de loyers, il semble peu à peu oublier son inconfort. Il étire ses jambes, prend plus de place, tend les bras au-dessus de sa tête en signe de victoire, parle plus fort. À chaque fois qu'il joue, il frappe sa Rolls Royce de plus en plus fort sur la piste de jeu, finissant souvent par un bruit retentissant et vainqueur.

De son côté, B rétrécit. Il semble s'ennuyer et ne guère prendre de plaisir. Il parle peu et ne fait pas de bruit.

A par contre, s'amuse bien. Parfois, jugeant probablement que B, son adversaire, est trop lent, il saisit lui-même la petite godasse pour jouer les coups à sa place. Plus le jeu avance, plus il est efficace. Il ne croise plus le regard de B. Tandis qu'il encaisse l'argent du perdant, il reste froid et impassible.

… Et il mange deux fois plus de bretzels !

Les résultats de cette expérience, qui s'est déroulée sur une centaine de sujets sur une période d'un an, sont probants. Paul Piff les résume ainsi : "Si l'on met quelqu'un dans un jeu et dans un rôle où il dispose de plus de privilèges et de pouvoir, il a tendance à adopter des comportements similaires à ceux qui disposent effectivement de plus de pouvoir, de plus d'argent et d'un statut social plus élevé."

Une autre expérience intitulée : "Une position sociale plus élevée est un prédicteur de comportements moins éthiques" semble corroborer ces résultats. Par des études de terrain, des questionnaires, des jeux et des études en laboratoire, ces travaux ont montré que le fait de disposer de hauts ou très hauts revenus a tendance à rendre les individus plus égocentriques, plus détachés et moins compatissants que les autres.

Une de ces études consiste par exemple à étudier les réactions des automobilistes par rapport à un piéton se trouvant sur le trottoir et sur le point de traverser la rue à un passage clouté.

Un observateur placé en amont du trafic classe les voitures en approche sur une échelle de 1 à 5 selon leur cylindrée, leur état, et leur année de construction (qui figure sur la plaque minéralogique), puis un autre placé au niveau du passage clouté comptabilise les conducteurs qui s'arrêtent et ceux qui passent sans ralentir.

Les résultats, ici aussi, sont probants. Sur 152 véhicules mesurés lors de l'expérimentation, tous les conducteurs de véhicules de catégorie 1 (vieilles voitures de petite cylindrée en mauvais état) se sont arrêtés pour laisser passer le piéton.

Pour les catégories 4 et 5 (grosses et très grosses cylindrées récentes), 45% sont passés sans ralentir.

D'autres études analysent les relations à la triche, au secret, à l'accaparement. Tous les résultats concordent : les comportements éthiques se dégradent au fur et à mesure de l'amélioration de la situation socio-économique perçue. Et bien d'autres études, par d'autres chercheurs, confirment ces résultats.

Ceci dit, il convient d'être prudent. Ces recherches ne démontrent absolument pas qu'il faille accuser qui que ce soit de quoi que ce soit, bien au contraire. Il y a des imbéciles et des gens bien partout, et les plus fortunés d'entre nous produisent indéniablement des richesses considérables, qui profitent largement au bien-être et à la prospérité de millions de gens. Ces recherches étudient les effets statistiques de l'enrichissement, du succès et du statut social sur les comportements individuels, elles ignorent totalement les seuils de déclenchement à partir desquels ces comportements se produisent.

Ces études ne tentent de répondre qu'à une seule question :

Quand un être humain se trouve dans une situation de pouvoir économique, de privilège ou de statut social élevé, son organisation mentale se modifie-t-elle, et si oui, dans quelle mesure et dans quelle direction ?

Dans un monde où les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres, où le 1/5ème le plus riche de la population a vu ses revenus augmenter de 45% en 30 ans et le 1/5ème le plus pauvre a vu les siens diminuer de 11%, c'est assurément une question qui mérite réflexion.

Épisode 14. Un système esclavagiste

Une situation d'esclavage s'établit dès lors que deux conditions sont réunies :

1. un être humain dispose d'un droit de vie ou de mort sur un autre être humain, alors nommé "esclave"
2. l'esclave ne peut pas s'échapper sous peine de mort.

> NB1 : On peut déduire de ces deux éléments que l'esclavage est l'état d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété. (voir également NB2 ci-dessous)

Nous allons démontrer que les deux conditions ci-dessus existent aujourd'hui, alors même que l'instrument de l'esclavage n'est pas le fouet ni le fusil, mais la monnaie. Les "maîtres" étant les détenteurs du pouvoir monétaire, les "esclaves" étant tous les autres.

Peut-on se soustraire à ce système pour éviter d'en devenir victime ?

Il faudrait pour cela pouvoir disposer du temps de vie et des moyens nécessaires pour satisfaire les besoins vitaux : nourriture, sécurité, abri, et cela sans avoir besoin de recourir à la monnaie.

Pour les moyens, il faudrait donc pouvoir cultiver son propre jardin, se regrouper pour se protéger et pour construire ses propres habitations… Mais pour cela, il faudrait pouvoir trouver des terrains libres et des ressources libres dont personne ne serait encore propriétaire, ce qui est impossible compte-tenu des règles régissant le droit de propriété et de la quasi-universalité de leur application. Cette situation met les candidats à l'émancipation dans l'obligation de disposer de monnaie pour acquérir les lieux et les moyens de vivre sans monnaie, ce qui est une contradiction irréductible.

Par ailleurs, le temps de vie qui serait nécessaire pour faire tout cela est lui-même accaparé par la nécessité vitale de trouver de la monnaie pour satisfaire les besoins vitaux.

Sans monnaie, pas de vêtements, pas de toit, pas d'eau, pas de nourriture. Sans monnaie, on meurt.

Or, pour l'immense majorité des humains, il n'est pas possible, ou strictement interdit, de créer la monnaie indispensable pour vivre.

Seuls certains humains, après en avoir revendiqué et obtenu le monopole par la Loi, disposent de ce privilège.

Pour la plupart des humains, il faut donc, pour avoir le droit de rester en vie, se soumettre à ceux qui produisent de la monnaie, c'est-à-dire à ceux qui ont le pouvoir d'en créer.

Conclusion :

Étant donné que : d'une part le système monétaire actuel confie le pouvoir exclusif de créer la monnaie à certains humains et pas à d'autres, et que d'autre part le fait de disposer ou non de monnaie détermine la possibilité, ou non, d'accéder aux moyens d'assurer les besoins vitaux, alors :

1. Le pouvoir de créer la monnaie est un pouvoir de donner la vie ou de la refuser, ce qui est précisément la définition de l'esclavage (voir plus haut).

2. Les humains ne disposant pas du pouvoir de créer la monnaie ne peuvent pas s'échapper de ce système sans risquer de perdre leur propre vie.

Donc à la question : "Le système monétaire actuel est-il un système esclavagiste ?", nous pouvons répondre : "Oui."

NB2 : Selon les travaux de Franz Oppenheimer sur les origines des États et ceux de David Graeber sur les origines de la dette, l'esclavage tout court, puis l'esclavage monétaire, sont nés de la conquête.

Les populations autochtones des régions conquises furent d'abord méthodiquement massacrées, ce qui facilitait pour les colonisateurs l'occupation des terres. Puis les conquérants ont compris qu'il était beaucoup plus rentable d'épargner les populations locales afin de les exploiter.

L'idée de NE PAS TUER les perdants a donné naissance à la notion de "dette de vie", c'est-à-dire une dette infinie qui ne pouvait se solder que par le droit de propriété acquis par le nouveau maître sur l'humain soumis, devenu ainsi esclave. De fait, le pouvoir de laisser en vie est bien l'exercice d'un droit de vie ou de mort. C'est la définition de l'esclavage retenue ici.

Plus tard, la monnaie, rendue obligatoire par l'impôt et la menace de mort en cas de non-paiement, s'est substituée à la menace de mort directe. (Toutefois, même aujourd'hui, la menace de mort est toujours bien présente, quoique mieux dissimulée. Pour s'en convaincre, il suffit d'imaginer ce qui arriverait à un contribuable si, face à un huissier et à un officier de police venus saisir ses biens pour le paiement d'une dette fiscale, il menaçait de se défendre par la force.)

Épisode 15. Un système qui viole les principes éthiques

Un principe éthique répond à la question : "Que faire pour bien faire, dans le respect de soi-même et des autres ?". Il est destiné à permettre de reconnaître ce qui est bien, et à adopter les comportements correspondants.

Les principes éthiques sont donc des règles qu'il serait possible et souhaitable d'universaliser, afin que le plus grand nombre possible d'êtres humains puissent les comprendre, les adopter librement et les appliquer avec responsabilité afin de décider quels sont les meilleurs comportements possibles, entre eux et envers ce qui les entoure.

Les valeurs éthiques sont les valeurs les plus rationnelles et les plus fondamentales auxquelles les humains peuvent se référer pour établir et faciliter les relations entre membres d'une société, et les rapports entre les générations.

Pour qu'une société puisse fonctionner de la manière la plus juste et la plus fluide possible à long-terme, il est préférable et logique que les valeurs qu'elle partage puissent être appliquées de manière réciproque entre tous, c'est-à-dire puissent s'appliquer et être appliquées à chacun et par chacun quelle que soit son origine, son sexe, son âge ou sa situation sociale. À ce titre, les valeurs fondamentales les plus adaptées sont celles qui s'expriment par l'absence de nuisance, comme la Non-Violence, l'Équité, la Justice ou la Paix.

> NB : Nous pourrions ajouter à cette courte liste les valeurs que la France a défendues au cours de son histoire populaire et révolutionnaire : la Liberté et l'Égalité, qui sont les sources vives de la Fraternité, et qui sont le reflet en positif de l'absence de nuisance.

Nous avons pu observer tout au long de ces 15 épisodes que le système monétaire que nous utilisons actuellement est la cause directe :

- de la plupart des violences et des contraintes répétées subies par certaines catégories de population, en particulier les plus démunis qui doivent en grande partie assumer les coûts de location de la monnaie privée actuelle, et les plus jeunes qui doivent faire face à une accumulation de richesse à laquelle ils n'ont pas pu prendre part.

- des injustices graves constatées entre deux parties non-symétriques de la population : l'une qui dispose du monopole du contrôle et de la distribution arbitraire des unités monétaires permettant l'accès aux richesses et aux ressources, l'autre qui est ainsi obligée de se soumettre à elle pour obtenir les moyens minimums de survie.

- des crises de l'économie réelle, qui mettent des populations entières en situation de survie et de rivalité, et qui bouleversent périodiquement l'ordre économique de la planète tout entière

- des conflits générationnels, sociaux et internationaux que ces violences et injustices répétées déclenchent de manière cyclique et inévitable.

Nous avons également montré que le système monétaire et financier actuel récompense les stratégies de pouvoir, de violence et de division et qu'il favorise les comportements égoïstes et insensibles.

En conséquence, on peut conclure que le système monétaire et financier actuel est une cause majeure de corruption des valeurs éthiques indispensables pour maintenir l'équilibre économique et humain d'une société moderne, et des valeurs de notre pays.

Si, au sein d'une société, les valeurs économiques ne sont pas alignées sur les valeurs éthiques, ou si les valeurs économiques sont en contradiction avec les valeurs éthiques, ou si, pire encore, les valeurs économiques ont tendance à détruire et à annihiler les valeurs éthiques et à les remplacer par des valeurs opposées, alors cette société se retrouve inévitablement face à des contradictions insolubles, qui ne peuvent que dégénérer en crises sociales violentes, en troubles civils, en conflits armés.

Le système monétaire est en quelque sorte le "code source" de l'économie.

La monnaie joue un rôle central dans la distribution des moyens permettant de rester en vie. C'est le code monétaire qui fait fonctionner le logiciel économique, qui lui-même commande les comportements sociaux et la forme de la société dans son ensemble.

Dans le cas du système actuel, toute valeur qui ne contribue pas au maintien du logiciel existant passe au second plan face aux nécessités que celui-ci impose. Toute valeur qui ne favorise pas la croissance immédiate du profit monétaire est impitoyablement exclue du champ des possibles.

Tout ce qui est durable, tout ce qui est juste, tout ce qui est équitable, les règles monétaires existantes interdisent de le mettre en œuvre. Pire encore : obligeant tous ses membres à se soumettre à ses règles, ce système ne leur permet même pas de disposer du temps qu'ils pourraient consacrer à inventer les chemins nouveaux pour s'en libérer.

Conclusion :

Le système monétaire que nous venons de décrire possède des règles de fonctionnement très particulières, nuisibles à la plupart, et qui ne favorisent ni la Liberté, ni l'Égalité, ni la Fraternité, ni les valeurs humaines les plus essentielles.

C'est peut-être la cupidité humaine qui a créé ces règles iniques, mais on peut également penser que ce sont ces règles iniques qui ont poussé tout le monde à la cupidité.

Si l'on ne peut pas changer la cupidité, peut-être pouvons-nous au moins changer les règles.

Espérons que les êtres humains, dont la nature profonde reste précisément de s'adapter aux circonstances, abandonneront rapidement leurs réflexes destructeurs et individualistes dans un monde où les règles du jeu seront redevenues plus stables, plus équilibrées et plus justes.

La crise actuelle, dont aucun élément de résolution n'a été mis en place pour l'instant, ne va pas manquer de s'étendre. Ce faisant, elle va provoquer encore plus de tensions sociales, de violence et de souffrance. Et pourtant, paradoxalement, en forçant une grande partie d'entre nous à la stagnation économique, cette crise va nous permettre de prendre enfin le temps de la réflexion.

Puissions-nous profiter de ce désœuvrement forcé pour nous rencontrer, nous connaître et nous reconnaître, pour inventer ensemble les outils nouveaux de notre action personnelle et collective, et pour prendre le temps d'imaginer et de créer le monde futur que nous souhaitons pour nos enfants et que nous portons dans nos cœurs.

Bonus. Épisode caché
L'auto-crédit ou le comble du privilège

"Il n'y a pas de limite au montant de monnaie bancaire que les banques peuvent créer, pourvu qu'elles marchent toutes d'un même pas."

J.-M. Keynes

D'abord un court extrait de l'un des textes les plus importants de l'économie moderne, le célèbre "Traité sur la monnaie" de John Maynard Keynes (1930) :

"Il existe deux manières pour une banque de créer des créances envers elle-même afin de mettre au monde de la monnaie, c'est-à-dire ce que nous appellerons ici des dépôts.

D'abord, elle peut créer des dépôts en faveur d'un déposant individuel en contrepartie d'une valeur reçue sous la forme soit de monnaie fiduciaire, soit de tout autre titre (un chèque par exemple) autorisant le transfert d'un dépôt dans une banque (une autre banque ou elle-même). Un membre du public présente du liquide ou un chèque, et obtient en retour un droit à une créance en liquide (un dépôt) qu'il peut exercer ou transférer à quelqu'un d'autre."

NB1 : Keynes décrit ici le processus de création de monnaie bancaire que nous avons décrit dans l'Épisode 1 : un client remet un titre (un billet de banque, un chèque, un accord de prêt, une traite) et en échange, la banque lui crédite son compte.

"Mais il y a une seconde façon pour la banque de créer une créance envers elle-même. Elle peut elle-même acheter un actif, c'est-à-dire augmenter ses investissements, et les payer, en première instance du moins, en établissant une créance envers elle-même.

Dans les deux cas, la banque crée les dépôts ; car seule la banque elle-même peut autoriser la création d'un dépôt dans ses livres."

Ensuite, un extrait d'un livre de cours destiné aux élèves de premier cycle de Sciences économiques et d'Administration Économique et Sociale : "Économie monétaire et financière, Cours, Méthode, Exercices corrigés", de J.-L. Bailly, G. Caire, A. Figgliuzzi et V. Lelièvre, (2006) Éditions Bréal (page 58) :

"[Le] processus de création a lieu également quand la banque [...] achète un actif réel (un immeuble par exemple), ou un actif financier (action, obligation, titre de créance négociable privé ou public). Acquis par la banque, ces biens immobiliers ou ces titres financiers sont inscrits à son actif, et en contrepartie le compte courant du vendeur est crédité au passif de la banque de la contre-valeur."

Il semblerait donc que les banques puissent :

- d'une part, créer de la monnaie nouvelle pour des clients qui lui remettent des titres en gage (leurs propres richesses ou leurs propres engagements de payer – voir Épisodes 1 et 2)
- d'autre part, créer de la monnaie nouvelle en s’accordant des crédits à elles-mêmes.

Ce procédé leur permettrait, entre autres, d'auto-financer leurs propres investissements, c'est-à-dire d'acheter par exemple des biens immobiliers, mais aussi pourquoi pas de financer leurs achats de valeurs mobilières, leurs acquisitions de contrats à terme, de produits dérivés, etc, etc.

Certains spécialistes confirment que les banques peuvent ainsi, c'est l'expression consacrée, "monétiser leurs dépenses".

NB2 : On peut se demander si ce nouveau pouvoir d'achat, créé tout aussi *"ex nihilo"* que le reste, constitue pour la banque un "crédit" envers elle-même (qu'elle devra se "rembourser" par la suite) ou un "don". Mais la question est toute théorique. En effet, rien n'empêche la banque de conserver son crédit *ad vitam æternam*. Il y a en effet peu de chances qu'en cas de "non-paiement", elle s'envoie à elle-même les huissiers pour récupérer ce qui lui appartient déjà ! Et d'un point de vue comptable, rien n'empêche une entreprise de conserver indéfiniment dans ses livres une dette dont elle serait elle-même le créancier.

Dans les faits, il s'agit donc bien d'un "auto-crédit".

La banque devra donc théoriquement se "rembourser", par exemple en recueillant des recettes puis en détruisant la monnaie correspondante, comme si elle se payait à elle-même les mensualités qu'elle se doit. (voir Épisode 2, page 5)

Ces opérations peuvent sembler absurdes et constituer le comble de la langue de bois pour justifier des pratiques douteuses. Mais on peut analyser la situation en comprenant que la banque joue un rôle double : elle est d'une part émettrice de crédit, et d'autre part emprunteuse.

Le petit plus, c'est que les intérêts, soit n’entrent jamais en ligne de compte, soit s'annulent. Même s'ils figurent dans la comptabilité interne de la banque, l'argent concerné ne sort pas du bilan. S'ils existent, les paiements d'intérêts payés par la banque en tant qu'emprunteuse vont s'accumuler au compte de la banque en tant qu'émettrice du crédit. C'est dans tous les cas une particularité qui permet au secteur bancaire de disposer d'un accès au PTZ (Prêt à Taux Zéro) en permanence, et donc d'un avantage non-négligeable sur tout le reste de la population.

Résumé :

Le métier de la banque est de créer de la monnaie pour la louer à tous les agents non-bancaires (État, collectivités, entreprises, particuliers). Les banques sont aussi des entreprises, qui ont parfois besoin d'emprunter. Lorsque le cas se présente, elles se créent de l'argent gratuit.

Les détails :

Une banque n'a pas de compte bancaire qui lui soit propre. Elle crée de la monnaie quand elle paye ses dépenses, et elle détruit de la monnaie quand elle reçoit ses recettes.

Quand la banque achète un bien immobilier ou un titre financier, elle inscrit le bien ou le titre à son actif, débite son compte "Trésorerie" de la valeur monétaire correspondante, et inscrit au passif la contrevaleur. C'est ce passif qui devient la monnaie que le vendeur reçoit.

On peut dire que la banque crée de la monnaie pour payer ses dépenses et ses achats. Mais il vaut mieux dire : elle "monétise sa trésorerie", c'est moins clair.

Dans le cas d'un achat immobilier pour elle-même, la valeur du bien est inscrite à l'actif, tandis que le paiement au vendeur est créé au passif. La banque crée donc simultanément un actif et un passif de valeurs identiques. Le bilan reste équilibré.

Dans le cas des salaires qu'elle verse à son personnel, la banque crée seulement un passif, qui devient la monnaie que reçoivent les employés. Puisqu'il n'y a pas d'acquisition de biens, l'actif ne peut pas être augmenté. La banque doit donc compter sur ses rentrées futures pour détruire de la monnaie et rééquilibrer son bilan, en diminuant peu à peu son passif à la hauteur de la monnaie créée en amont pour payer ses salariés.

NB3 : On peut dire que les salariés travaillent pour recevoir de l'argent créé *ex nihilo,* argent qu'il devront ensuite créer à leur tour sous forme de valeur ajoutée afin que la banque puisse le détruire et conserver l'équilibre de ses comptes (plus un bénéfice).

Dans le cas des achats d'actifs financiers, les choses sont beaucoup moins claires. Il faut examiner le "Bulletin Mensuel" de la BCE, qui est disponible tous les mois sur le site www.banque-france.fr

Dans les "Statistiques de la zone Euro", à la page S6, on trouve le bilan consolidé de l'Eurosystème, qui comporte une ligne "Autres Actifs". Pour Janvier 2014 par exemple, ces "autres actifs" se montaient à 245 milliards d'euros, soit plus de 10% du total de l'actif de l'Eurosystème.

Pour l'ensemble des banques commerciales et institutions financières de toute l'Europe, c'est encore plus étonnant. Il faut aller au tableau 2.2 de la page S11 pour trouver le bilan consolidé des I.F.M. (Institutions Financières et Monétaires) et examiner la colonne 11, intitulée là aussi "Autres actifs". Le total de ces "Autres actifs" est ici de 4.228 milliards, soit près de 17% du total de l'actif consolidé.

De quoi sont constitués ces 4.228 milliards ?

Rien ne le précise. On ne peut qu'essayer de deviner.

1er indice : une petite note en bas de la page S11 nous dit : " En décembre 2010, une modification a été apportée aux modalités d'enregistrement des produits dérivés dans un État membre, ce qui a entraîné un accroissement de cette position". Autrement dit, il se peut qu'un changement dans les modes d'enregistrement ait modifié les résultats...

2ème indice : en pourcentage du total des bilans, on constate que les montants des crédits accordés aux agents non-bancaires (États, ménages et entreprises) n'ont guère augmenté ces dernières années, ce qui signifie qu'il n'y a pas eu de création monétaire de ce côté-là.

Et pourtant les bilans n'ont pas diminué, loin de là ! Alors d'où vient cette monnaie, et où a-t-elle été s'investir ?

Hypothèse :

Il se pourrait bien qu'un certain nombre d'investissements pour compte propre aient été réalisés (produits dérivés, immobilier, actifs monétaires et financiers ?...) et qu'ils soient comptabilisés dans cette ligne "Autres actifs" du bilan consolidé des IFM. Ceci dit, il est impossible (pour le public non bancaire) 1. de le savoir avec certitude et 2. d'en avoir le détail.

Ces actifs sont-ils acquis par "création monétaire" ?

Il semble bien que la banque crée de la monnaie scripturale (ou monnaie secondaire) à chaque fois qu'elle acquiert un bien immobilier ou des titres financiers. Théoriquement, ces actifs sont ensuite "remboursés" avec les profits.

Mais pour acquérir des actifs et en tirer profit, en particulier des actifs financiers, l'accès au crédit est un élément déterminant. Car c'est bien au niveau des profits potentiels permis par l'accès au crédit que la situation peut s'analyser.

En ce qui concerne les marchés très particuliers des produits dérivés (futures, options, CDS, swaps, warrants, etc.), les profits sont réalisés sur la valeur réelle des actifs "sous-jacents" (indices d'actions, d'obligations, matières premières, devises...), et non pas sur la somme marginale qu'il suffit de déposer en garantie pour avoir le droit de "jouer" sur les dérivés.

Il suffit en effet, par la magie de "l'effet de levier", de financer le dépôt de garantie - en général un pourcentage de la valeur de l'actif réel (entre 10 et 1%) - pour pouvoir spéculer sur des montants 10 à 100 fois supérieurs. Mais la monnaie créée qui figure sur les comptes des "market makers" est bien égale au montant total. Sur ces marchés, l'accès au crédit est donc un élément déterminant des profits.

De plus, des techniques extrêmement sophistiquées (algorithmes, neural networks, High Frequency Trading, etc.) sont utilisées pour s'assurer que les opérations de trading restent profitables quels que soient les mouvements du marché, à la hausse comme à la baisse. Ces techniques ne sont accessibles que pour les acteurs les plus puissants, c'est-à-dire ceux qui disposent de budgets quasiment illimités. Là encore, l'accès au crédit, la proximité physique des centres d’exécution des ordres, et la taille des transactions, favorisent les institutions les plus importantes.

Et c'est probablement là que les plus grosses banques profitent le plus outrageusement de la création de monnaie *ex nihilo* dont elles se partagent le privilège. Il est même possible que ce soit ainsi que se créent les montagnes de spéculation que nous constatons dans les faits.

Ce sont probablement ces phénomènes que Keynes le visionnaire pressentait quand il écrivait en 1930 : *"Il n'y a pas de limite au montant de monnaie bancaire que les banques peuvent créer, pourvu qu'elles marchent toutes d'un même pas."*

En conclusion de ce chapitre inédit, il semble donc que le sujet de la création de monnaie pour opérations en compte propre reste l'un des plus grands tabous du secteur bancaire actuel, sur lequel règne une sorte de "silence de cimetière".

Les informations que nous avons présentées ci-dessus demandent à être vérifiées et confirmées par des spécialistes. Malheureusement, les dits spécialistes - professeurs, chercheurs, directeurs de banques - ne semblent pas encore disposés à creuser le sujet trop profondément.

Car en vérité, si ces informations se vérifient, elles peuvent se révéler accablantes : elles signifient que les banques profiteraient ainsi d'un avantage colossal dans toutes les transactions concernant des actifs, et seraient à la source des gigantesques mouvements de spéculation que nous constatons dans la réalité.

Ce serait alors un élément essentiel de plus pour motiver des réformes profondes des institutions et des règles financières, tout autant qu'une incitation majeure pour entamer enfin des réflexions et des actions citoyennes de première nécessité.

15 BONNES RAISONS DE S'INTÉRESSER (de près) À LA MONNAIE

de

Gérard Foucher

Février 2014

Licence Creative Commons CC-BY-NC-SA 4.0

http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr

Du même auteur :

Les secrets de la monnaie - Changer la monnaie pour changer le monde (2012)

http://libertybooks.eu

Manifeste des économistes déterrés (2013)

http://fr.scribd.com/doc/146132103

Contact :

Gérard Foucher

Conférences – Débats – Ateliers

gerardfoucher@gmail.com

http://www.gerardfoucher.com/conferences